



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bruno PATERNOT, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Laurent JAOUL, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI

Cycles de l'eau - Aménagements de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Déclaration de projet

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° M2021-128 du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier de demande d'autorisation environnementale du projet d'aménagement de protection de Grabels contre les inondations du Rieumassel, ainsi que les dossiers d'enquête préalables à la déclaration d'utilité publique (DUP), à la déclaration d'intérêt général (DIG) et à l'enquête parcellaire. Le Conseil a également autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture de l'enquête publique conjointe nécessaire à l'obtention de l'arrêté d'autorisation projet d'aménagement ci-dessus désigné, de la DUP, de la DIG, des éventuelles procédures d'expropriation et à requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants.

L'enquête publique unique relative au projet de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels préalable à l'autorisation environnementale, la DIG, la dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées, la DUP et la cessibilité des parcelles nécessaires aux travaux s'est déroulée du 5 décembre 2022 au 13 janvier 2023.

Conformément aux stipulations de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, il convient maintenant de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération. Cet article L.126-1 dispose : *« La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du Code de l'environnement. »*.

1. Objet de l'opération

La Commune de Grabels est exposée aux risques d'inondation par débordement du Rieumassel. Les 6 et 7 octobre 2014, la Ville a connu une crue d'une intensité exceptionnelle qui a provoqué l'inondation d'environ 196 habitations dont certaines par plus de 1,5 m d'eau. L'évacuation et la mise en sécurité des personnes sinistrées a nécessité des dizaines d'opérations d'hélicoptérage au cours de l'évènement, heureusement aucune victime n'était à déplorer.

A la suite de ces inondations majeures, la Métropole a lancé les études préalables à la définition d'un programme d'aménagements permettant de mettre hors d'eau les habitations riveraines du Rieumassel pour une crue de période de retour centennale.

Pour atteindre ces objectifs de protection, les aménagements de protection consistent à augmenter la capacité de rétention du bassin G existant au nord de la Commune, à élargir le Rieumassel dans la traversée de la zone urbaine de Grabels et à reconstruire le pont des Ecoles en aval de l'agglomération.

2. Justification de l'intérêt général

Au vu :

- De l'équilibre des grandes masses financières entre le coût du projet et le coût des dommages qu'il permettra d'éviter pour les personnes et les biens en cas de crues ;
- Des bénéfices en termes de sécurité des habitants de Grabels, plus particulièrement ceux exposés aux débordements du Rieumassel ;
- De l'impact environnemental faible à très faible et de l'impact positif sur le volet écologique du projet, notamment par la réalisation des mesures compensatoires intégrées au dossier de dérogation *« espèces protégées »*.

Le projet peut être reconnu d'intérêt général car il répond de manière adaptée à un enjeu majeur de sécurité publique, tout en ne présentant qu'un impact négatif temporaire durant la durée du chantier sur le plan environnemental ou social.

3. Avis de l'autorité environnementale

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Occitanie a émis un avis sur le dossier le 3 mars 2022 demandant au Maître d'ouvrage d'apporter des compléments sur les impacts environnementaux du projet et les mesures envisagées pour les réduire.

Les réponses à ces demandes de précisions et de compléments ont fait l'objet d'un dossier spécifique adressé à la MRAe en mai 2022. Ce mémoire en réponse a répondu en tout point aux recommandations de la MRAe. A noter que certaines d'entre elles étaient déjà prises en compte dans les différents dossiers réglementaires déposés auprès des services de l'Etat pour instruction.

Certaines recommandations ont amené la Métropole à s'engager et à transmettre des compléments à la MRAe lors de la réalisation du projet d'aménagement du Rieumassel, notamment le bilan carbone du projet qui devra intégrer les actions positives de replantation et de renaturation du cours d'eau.

Au regard de ces éléments, le dossier de demande d'autorisation environnementale a été considéré comme recevable par le service instructeur de l'Etat qui a demandé l'ouverture de l'enquête publique à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

4. Avis du CNPN

Par son avis remis le 21 février 2022, le Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) a émis un avis défavorable sur la demande de dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées déposée par la Métropole et a demandé un certain nombre de compléments.

Pour y répondre, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité l'accompagnement d'un bureau d'études spécialisé en écologie pour compléter le diagnostic de l'état initial du site et les impacts environnementaux des aménagements prévus, puis de proposer des mesures de réduction et d'accompagnement renforcées. Cette étude complémentaire a notamment permis d'intégrer au projet initial des objectifs de restauration hydromorphologique du Rieumassel.

Les compléments au dossier de demande de dérogation « *espèces protégées* » et les adaptations du projet ont été communiqués aux services instructeurs de l'Etat dans deux mémoires en réponse remis en mai et en août 2022. Au regard de ces éléments, les dossiers constitutifs de la demande d'autorisation environnementale ont été considérés comme recevable par le service instructeur de l'Etat qui a demandé l'ouverture de l'enquête publique à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

5. Résultats de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a adressé à la Métropole le procès-verbal de synthèse de l'enquête le 15 janvier 2023 faisant état des observations du public et des réponses à y apporter. Au total, 16 observations ont été déposées au registre de l'enquête. Il est à noter qu'aucune d'entre elles n'a formulé d'avis défavorable au projet.

Les observations ont concerné les thématiques suivantes :

- Le calendrier des travaux et son phasage,
- Les travaux d'assainissement,
- Les permis de construire en bordure du cours d'eau,
- La bande d'entretien prévue en haut de berge le long du Rieumassel,
- La protection de la biodiversité,
- L'entretien du cours d'eau,
- La procédure d'acquisition foncière.

Les réponses à ces observations ont été apportées au commissaire enquêteur par la Métropole le 3 février 2023 dans un mémoire en réponse.

Le 13 février 2023, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable et sans réserve sur :

- L'autorisation environnementale,
- La demande de dérogation aux interdictions de destruction d'habitats d'espèces protégés,
- La déclaration d'intérêt général (DIG),

- La déclaration d'utilité publique (DUP),
- L'enquête parcellaire et la cessibilité des parcelles nécessaires à l'aménagement du Rieumassel.

6. Modifications apportées au projet suite à la concertation du public

A la suite du résultat de l'enquête publique et à l'avis favorable du commissaire enquêteur, il n'y a pas eu de modifications substantielles apportées au projet soumis à l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De déclarer d'intérêt général le projet d'aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault le prononcé de l'arrêté d'autorisation des aménagements de protection décrits ci-dessus, de l'arrêté de déclaration d'utilité publique et le prononcé de l'arrêté de cessibilité, avec la procédure d'urgence, des parcelles concernées par les aménagements telles que définies dans l'enquête parcellaire, le prononcé de l'arrêté de dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-224610-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.